

Numéro 8

Octobre 1986

## LA PAIX EST-ELLE POSSIBLE EN AMÉRIQUE CENTRALE ?

par Steven Baranyi

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures

MAR 20 1987

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
RETOURNER À LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

### INTRODUCTION

Au début de janvier 1983, les ministres des Affaires étrangères de Panama, de la Colombie, du Mexique et du Venezuela se sont réunis dans l'île Contadora, au large de Panama, pour discuter de la détérioration de la situation en Amérique centrale. Tous s'entendaient sur le fait que la région était devenue une véritable poudrière. Les forces opposées au gouvernement du Nicaragua s'amassaient de plus en plus nombreuses aux frontières, la guerre civile ravageant le Salvador menaçait de se propager aux pays voisins, et le Guatemala avait lancé une contre-offensive d'une ampleur jamais vue pour mater les insurgés. La tension augmentait entre le Honduras et le Nicaragua, et les incidents de frontière se multipliaient. Les superpuissances s'ingéraient de plus en plus dans tous ces conflits : pessimistes, les observateurs parlaient du danger qu'éclate une guerre régionale, d'une intervention directe des États-Unis et du lien mortel existant entre la crise centraméricaine et l'escalade de la rivalité Est-Ouest.

La réunion de Contadora a marqué le début d'une nouvelle étape dans les efforts diplomatiques déployés par les États latino-américains pour endiguer l'escalade des conflits et mettre fin à l'intervention des superpuissances en Amérique centrale. Un projet de traité avait été soumis aux gouvernements de la région en septembre 1984. Le Nicaragua l'avait entériné, mais le Honduras, le Costa Rica et le Salvador avaient exigé qu'il fût modifié. Un nouveau projet a donc été présenté un an plus tard, mais le Nicaragua l'a rejeté. On a déposé une troisième version du traité en juin 1986, mais cette fois, ce sont le Honduras, le Costa Rica et le Salvador qui l'ont repoussée.

Les luttes en Amérique centrale\* ont comme objets le pouvoir, la justice sociale et l'auto-détermination nationale. Elles opposent les forces conservatrices, les réformistes et ceux qui préconisent des changements radicaux. Elles ont entraîné une militarisation des sociétés et elles ont fait plus de cent mille victimes et plus d'un million de réfugiés et de personnes déplacées. Comme aucune des parties ne peut vraiment aspirer à remporter une victoire militaire décisive, il est probable que la militarisation et les tueries vont s'intensifier si l'initiative de Contadora n'aboutit à rien de concret bientôt.

### LE SALVADOR

Depuis 1984, le Salvador est dirigé par le démocrate-chrétien José Napoléon Duarte. Celui-ci s'est révélé un allié indéfectible des États-Unis pendant tout le temps où il a dirigé la junte civile et militaire au pouvoir de 1980 à 1982. Architecte de "l'option centriste", le président Duarte a manifesté son intention de placer l'armée sous l'autorité civile, de mettre fin aux violations des droits de la personne, de réformer l'appareil judiciaire, de mettre sur pied un régime politique démocratique et de mettre en oeuvre des réformes économiques modérées. Il a aussi promis de négocier avec l'opposition armée pour mettre un terme à la guerre civile qui ravage le pays depuis 1979.

On a déjà adopté certaines mesures pour atteindre ces objectifs. Les élections présidentielles de 1984 et les élections législatives et municipales de

\*Cet article traite principalement de la situation au Nicaragua et au Salvador, mais il aborde aussi les événements ayant lieu au Guatemala, au Honduras et au Costa Rica, car ils influent sur les perspectives de paix dans la région.

43-244-982